

# Les contradictions du DÉSENGAGEMENT, à la lumière du LIBÉRALISME

**Jacques Amar**

---

Maître de conférences

en droit privé.

**L**e désengagement est le terme utilisé pour désigner l'opération militaire qui a conduit l'armée israélienne à se retirer unilatéralement du Sud Liban, en 2000, et de la bande de Gaza, en 2005. Cette dernière opération avait été présentée à l'époque comme une action indispensable pour fixer de façon définitive les frontières d'Israël et se voulait un prélude à un mouvement plus global de déplacement de populations juives vers la parcelle de territoire qui constituait l'Etat d'Israël avant la guerre des six jours de 1967. Il n'est pas certain, compte tenu de ce qui s'est passé cet été, que ce programme défendu par le parti Kadima, dont c'est la raison d'être, ainsi que par les travaillistes, se réalise un jour.

Le désengagement s'avère avoir porté en lui non seulement la guerre dans son sens le plus dramatique – la mort de civils – mais également les difficultés qu'a pu rencontrer l'armée israélienne lors des affrontements avec le Hezbollah. Sans nier les origines géopolitiques et religieuses du conflit, une dimension peu évoquée mérite d'être mise en avant pour comprendre les soubassements psychologiques, symboliques et politiques de la situation israélienne. Elle a à voir avec le libéralisme. Par libéralisme, on se référera aussi bien à la doctrine économique privilégiant la régulation par le marché qu'à l'idéologie érigeant la maximisation de son intérêt comme finalité suprême de l'individu. L'engagement d'Israël dans le libéralisme ces dernières années a eu une double conséquence :

l'intervention de l'Etat a perdu sa légitimité et les Israéliens se sont livrés aux délices de l'individualisme.

### **Pourquoi le désengagement porte en son sein la guerre totale**

Par delà sa présentation marketing qui a été validée par l'opinion internationale, le désengagement est d'abord et avant tout une négation de l'identité des protagonistes du conflit israélo-arabe.

La doctrine marketing du désengagement a reposé sur trois facettes, toutes marquées par une contradiction interne. Premièrement, le désengagement a été identifié à la décolonisation : perçue comme une armée d'occupation, l'armée israélienne devait se retirer sans rien attendre en retour. Une telle approche ignorait complètement la configuration géographique pour ne retenir que l'aspect militaire des choses. En effet, contrairement à la France par rapport à ses anciennes colonies, il n'existe pas de frontière physique entre Israël et les territoires palestiniens. Dès lors, en se référant à ce modèle, les médias ont allègrement confondu l'aspect militaire et territorial de l'occupation sans tenir compte des réalités physiques. Cette dissociation était faite par des leaders de gauche comme Yossi Beilin qui ont voté en faveur du désengagement pour mettre fin à l'occupation militaire tout en étant parfaitement conscients du risque que l'opération faisait courir à la sécurité des Israéliens, compte tenu de la configuration territoriale<sup>1</sup>.

Deuxièmement, le désengagement valide une idée extrêmement pernicieuse selon laquelle la paix pour les Israéliens passe par l'abandon de territoires conquis à la suite des différentes guerres qu'a pu connaître leur pays. Il n'existe cependant pas de définition positive de la paix, celle-ci se caractérisant uniquement par l'absence de guerre. Dès lors, à partir du moment où l'Etat accepte cet échange impossible entre du concret et un élément totalement immatériel, il s'expose à être en permanence confronté à de nouvelles demandes. Toutes choses étant égales par ailleurs, la situation n'est pas différente de celle de l'Occident confronté au terrorisme et appelé, pour éviter la terreur, à renoncer à ses valeurs.

Troisièmement, le désengagement fut présenté comme une nécessité pour le maintien du caractère juif de l'Etat d'Israël. Il découle d'une analyse de la situation démographique similaire à celle que R. Aron avait exposée pour justifier la décolonisation. Selon des projections qui ont été depuis sérieusement contestées, la démographie jouerait en défaveur des Israéliens – Arafat appelait le ventre de la femme arabe l'arme la plus forte contre l'occupation israélienne. Dès lors, compte tenu du caractère démocratique de l'Etat, serait arrivé un jour où la majorité démographique arabe porterait au pouvoir des partis politiques dont le programme ne serait pas forcément en accord avec les fondements de l'Etat d'Is-

raël. Le spectacle des partis arabes de la Knesset conforte on ne peut plus ce pronostic. La conclusion d'un tel raisonnement conduit à la construction de la barrière de sécurité, c'est-à-dire à un tracé des frontières qui repose sur une séparation tangible entre les Israéliens et les autres. Paradoxalement, les plus fervents soutiens du plan de désengagement sont également ceux qui critiquent le plus vertement la barrière de sécurité, soit parce qu'ils n'ont pas compris le lien entre les deux processus, soit, au contraire, parce qu'ils continuent de s'opposer à l'existence de l'Etat d'Israël. La barrière de sécurité heurte leur conception du monde.

Un simple retour sur les idées avancées pour justifier le désengagement montre bien que le processus enclenché l'an dernier – déjà mis auparavant en œuvre au Liban si ce n'est que la zone occupée militairement ne comportait pas de civils israéliens – n'avait strictement rien d'évident. C'est cependant sur le plan des modalités de mise en œuvre du désengagement que se révèlent toutes les potentialités perverses de l'opération.

Le principe de l'opération, c'est l'unilatéralité, c'est-à-dire une décision prise uniquement par l'Etat israélien qui fait complètement abstraction de l'existence de l'autre. L'idée sous-jacente est la suivante : comme il n'a pas été possible de se mettre d'accord et de faire la paix – ce dont témoigne pleinement l'infatigable qui a débuté en 2000 après l'échec des négociations entre Barak et Arafat – il faut se résoudre à vivre séparé par une barrière. De cette manière, chacun peut camper sur ses positions et conserver ses convictions. La rupture est tellement consommée que le désengagement en 2005 s'est accompagné d'un événement d'une portée symbolique inouïe : les cimetières juifs qui existaient à Gaza ont été transférés avec les personnes du côté juif de la frontière. Les premiers jours qui ont suivi le retrait ont été marqués par la destruction des synagogues, ce qui témoigne d'une véritable haine gratuite à l'encontre des Juifs car ces bâtiments auraient parfaitement pu être récupérés pour servir de mosquées à l'image de ce qui a été fait en Afrique du Nord après la décolonisation<sup>2</sup>. Pire, toutes les installations économiques israéliennes qui auraient pu servir plus tard aux Palestiniens ont été pillées. Ainsi, l'opération de désengagement a marqué la création par l'armée israélienne d'une zone *judenraus*.

Symboliquement, l'évènement est lourd de sens pour les raisons suivantes. Tout d'abord, il contredit de plein fouet la rhétorique des thuriféraires de l'Etat bi-national qui n'ont nullement été choqués par le fait que même les morts d'origine juive n'avaient pas leur place sur un territoire palestinien. D'ailleurs, à aucun moment ces mêmes « partisans de la paix » n'ont suggéré que les Israéliens présents sur la bande de Gaza puissent acquérir la nationalité palestinienne et vivre sereinement comme la minorité arabe en Israël.

Si même les morts ne peuvent pas cohabiter, alors on ne voit pas comment les vivants pourraient s'y résoudre. Dans ce cadre, et aussi dramatique que cela puisse être, il ne faut pas s'étonner que, si l'on pousse le désengagement à son point ultime, il faudrait expulser les Arabes israéliens, car si des Israéliens ne peuvent pas vivre en territoires arabes, comment des Arabes le pourraient-ils en territoire israélien ? Bref, le « plan de paix » a créé une situation identique à celle existant entre l'Inde et le Pakistan lors de la partition.

Le déterrement des morts a été justifié car les responsables israéliens, soutenus en cela par l'opinion internationale avaient peur que les tombes soient profanées. Autrement dit, il n'y aurait entre les deux parties au conflit aucune valeur commune. Mais alors, s'il n'y a pas de valeur commune, il n'est plus nécessaire de se soucier de l'autre en cas de conflit. Et l'Occident qui a validé une telle opération sans réfléchir à la portée d'un tel acte n'est plus à même de s'offusquer devant la mort de civils. Lui-même s'est résolu à considérer l'Arabe comme un sauvage qu'il faut calmer en faisant des concessions.

Par définition, si l'autre m'est totalement étranger, je ne peux exister qu'en le détruisant. Dans cette perspective, l'idée que la riposte israélienne a été disproportionnée face à l'agression du Hezbollah ou à celle du Hamas n'a pas lieu d'être : elle n'est que l'expression du renoncement de l'Occident à ses valeurs : le respect des morts.

Ainsi, le désengagement manifeste l'apparition d'une pensée d'exclusion là où elle était censée être le moins présente : à gauche, le plus ferme soutien de cette politique. Là où la droite chercherait à asservir l'autre à ses valeurs, celle-ci ne laisserait comme porte de sortie en cas de conflit ni plus ni moins que la violence la plus nue.

La grande surprise de l'été 2006 réside dans les difficultés que l'armée israélienne a rencontrées lors des affrontements avec le Hezbollah. On peut gloser à l'infini sur la résistance acharnée qu'une guérilla peut mener contre une armée moderne. Ce serait cependant oublier que le Hezbollah disposait d'une armée extrêmement bien entraînée et d'un équipement high-tech fourni par l'Iran. En fait, si l'armée n'a pas pu se débarrasser du Hezbollah comme elle le souhaitait, c'est entre choses pour deux raisons : la doctrine militaire qui soutient le désengagement s'est révélée, pour cette fois, intenable ; la doctrine politique qui l'a accompagné est singulièrement mortifère.

### **La doctrine militaire du désengagement**

L'enjeu du désengagement, c'est établir des frontières reconnues par toute la communauté internationale de façon à pouvoir réagir en cas de violation de ces mêmes frontières. La dissuasion est le corollaire du désengagement. Reste un

problème : définir les modalités de la dissuasion. A partir du moment où l'Etat d'Israël ne se reconnaît aucune valeur commune avec ses voisins, il est parfaitement logique qu'il envisage leur destruction<sup>3</sup>. Si on prend l'exemple de la bande de Gaza, cela ne pose d'ailleurs plus de problème puisqu'il n'y a plus d'Israéliens pour limiter la puissance de feu. C'est ce qui explique qu'au plus fort des bombardements des infrastructures libanaises, le premier ministre israélien a déclaré que le succès de l'opération militaire au Liban était indispensable pour poursuivre le désengagement, cette fois-ci en Judée-Samarie.

Pratiquement, les choses se sont révélées plus compliquées. L'opération militaire s'est heurtée à la difficulté de bombarder des civils et a été caractérisée par d'incessantes hésitations qui ont été fatales à de nombreux soldats. Parce que l'Etat d'Israël n'a pas pu moralement tirer à l'aveugle et déployer toute sa force de frappe, à la différence du Hezbollah dont l'objectif était de tuer un maximum de civils, il s'est retrouvé empêtré dans une contradiction que ne connaissent pas ses ennemis : avoir une doctrine de dissuasion qui repose sur la destruction – d'où les opérations militaires des premiers jours du conflit qui ont fait suite à l'enlèvement des deux soldats par les soldats du Hezbollah après incursion en territoire israélien – et avoir des regrets à toucher des civils – d'où les atermoiements sur le moment et les modalités de l'offensive terrestre après le bombardement de Cana.

Compte tenu du caractère bancal de la situation résultant de la résolution 1701 de l'O.N.U. et de son ambiguïté concernant le désarmement du Hezbollah, tout le monde en Israël s'attend à une reprise rapide des hostilités. Pourquoi en effet la Syrie ne chercherait-elle pas, elle aussi, à bombarder les villes israéliennes si cela peut conduire à une résolution de l'O.N.U. à son avantage sur le conflit territorial qu'elle a avec Israël<sup>4</sup> ? A l'inverse, puisque les hésitations israéliennes n'ont pas permis d'atteindre les objectifs militaires fixés, à commencer par la libération des soldats, il n'est pas certain que la prochaine fois Israël se retienne. Il n'en va bien évidemment pas différemment pour la bande de Gaza. Progressivement, Israël s'est ainsi aligné sur les ferments idéologiques de ses pires ennemis de sorte que tout conflit devient une lutte pour sa survie, position qui se trouve en plus renforcée par le discours destructeur de ses ennemis.

Dans ce cadre, le concept de légitime défense est totalement hors propos. Qui dit légitime défense dit réponse proportionnée à condition toutefois que les parties aient des valeurs communes. S'il n'y a pas de valeur commune, – point qui ressort expressément du fait qu'une partie des protagonistes refusent de reconnaître la légitimité de l'Etat qu'ils combattent – le droit laisse la place à la loi du plus fort.

C'est d'ailleurs ce qui caractérise la cohérence du discours iranien concernant le nucléaire : comme je nie l'existence de celui que je considère comme mon adversaire, je dois me donner les moyens de pouvoir l'anéantir et les règles de droit en vigueur n'y pourront rien changer.

### La doctrine politique du désengagement

Le désengagement n'est pas dissociable de l'adoption par l'Etat d'Israël d'une politique néo-libérale qui fait du marché le régulateur suprême. C'est ce qui c'est passé dans les faits. Il y a plus qu'une coïncidence entre l'adoption d'une telle politique et la nomination à la tête de la banque centrale israélienne de l'économiste libéral, ancien du Fonds monétaire international, S. Fischer. Or, il faut se rendre à l'évidence : le marché est incapable de penser la guerre. Faute de rompre avec une telle idéologie, l'Etat d'Israël encourt plus que jamais des risques pour sa sécurité.

Le désengagement est d'abord et avant tout la manifestation d'une politique libérale. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le terme « désengagement » est également employé pour caractériser les opérations par lesquelles un Etat réduit son intervention dans la société. Cette dimension libérale ressort parfaitement de l'anecdote que rapporte un auteur pour expliquer comment Sharon a vendu la politique du désengagement au président Bush<sup>5</sup> : lorsque deux voisins ne s'entendent pas, on construit un mur pour les séparer, ce qui implicitement, conformément à la logique libérale, réduit la politique à une réunion de copropriétaires où le plus fort a toujours raison<sup>6</sup>.

Dans le cas présent, l'opération avait un double objectif. Un objectif économique, tout d'abord : le retrait de l'armée de la bande de Gaza repose sur le constat que la protection des personnes qui résidaient sur cette partie du territoire représentait un coût trop élevé pour la société. Approximativement, la présence de 8 000 personnes nécessitait la mobilisation de 20 000 soldats. On ne peut ignorer cette donnée économique qui permet de comprendre le comportement de B. Netanyahu : en tant que ministre des finances, convaincu de la nécessité de faire des économies budgétaires, il ne pouvait qu'adhérer au plan de désengagement ; en tant qu'homme politique de droite issu d'un parti qui défendait l'idée du « grand Israël », ce plan ne pouvait que le répugner. Concrètement, cela s'est traduit par son abstention lors du vote des textes concernant la mise en œuvre du désengagement et par sa démission une semaine avant la réalisation de l'opération.

Le désengagement a constitué par ailleurs une étape décisive dans le conflit qui oppose religieux et laïcs et en Israël : la minorité religieuse installée à Gaza avait adopté un mode de vie communautaire dans la bande de Gaza tranchant

sur le libéralisme. Là encore, on ne peut que s'étonner du comportement paradoxal de la gauche. Alors que dans le monde entier elle essaie de définir des modes alternatifs de production au modèle capitaliste, elle s'est ici littéralement déchaînée contre ceux qui avaient essayé de promouvoir un autre mode de vie. Et que l'on ne vienne pas parler d'exploitation des Palestiniens puisque les personnes présentes n'ont pas installé dans cette zone un système d'exploitation. Le modèle de développement choisi était totalement centré sur les ressources propres d'Israël, ce qui avait conduit à mettre en place de vastes systèmes d'irrigation et la construction de grandes serres agricoles. Dans cette perspective, l'échec de la gauche israélienne est patent car en mettant l'accent sur la lutte contre l'emprise de la religion sur la société israélienne, elle a été amenée à valider les options libérales les plus dures soutenues par Netanyahu au détriment de la protection des plus faibles.

Recherche d'économie d'un côté, nouvelle étape du *Kulturkampf* qui traverse la société israélienne depuis la création de l'Etat de l'autre<sup>7</sup>, le désengagement est donc révélateur d'une mutation importante de la société israélienne : l'idée que, conformément à la vision irénique du libéralisme, une société sans conflit allait émerger où chacun pourrait évoluer dans sa bulle. *The bubble* étant d'ailleurs le titre dernier film du réalisateur Eytan Fox, sorti cet été en Israël et qui a, même en temps de guerre attiré, plus de 60 000 spectateurs.

Un an après le désengagement, les conséquences de cette politique ne se sont pas faites attendre. Trois sont symptomatiques de l'état d'esprit qui s'est développé en Israël dans le droit fil des valeurs libérales. Le chef d'état major a vendu son portefeuille d'actions, juste avant de présenter au gouvernement un plan d'attaque des positions du Hezbollah, anticipant ainsi que le marché allait chuter si une guerre éclatait ; chacun est dans sa bulle et profite des informations dont il dispose pour maximiser son profit. Il a ainsi créé le premier délit d'initiés à partir d'informations stratégiques confidentielles<sup>8</sup>. Par ailleurs, les restrictions budgétaires ont considérablement affecté l'armée, laissant les soldats avec un matériel peu performant et, bien souvent, sans qu'ils puissent disposer de repas réguliers ou de papier toilette. Nombre de réservistes envoyés au front n'étaient pas suffisamment entraînés<sup>9</sup>. Il est vrai, encore une fois, que dans une perspective libérale, l'entretien d'une armée est une hérésie – le budget de l'armée en Israël fait l'objet de réductions constantes depuis 1998. Les malades, les pauvres et les handicapés qui habitaient le nord ont dû se parquer dans des abris insalubres et seules les personnes aisées ont pu se réfugier dans le sud du pays. Le libéralisme étant incapable d'anticiper que des événements puissent venir contredire l'équilibre naturel du marché, il ne permet de s'en sortir qu'à ceux qui ont des moyens. On remarquera à cet effet que le même phénomène

s'est produit en France lors de la canicule ou aux Etats-Unis lors de l'ouragan Katrina : à chaque fois, les gens ont été abandonnés par les pouvoirs publics laissant aux associations privées le soin de s'occuper du caritatif. En dépit du coût de la guerre, nombre d'hommes politiques se sont opposés à une augmentation d'impôt sous prétexte de ne pas porter atteinte au résultat économique des sociétés israéliennes<sup>10</sup> et continuent ainsi à faire dépendre l'aide aux personnes en difficultés de la seule bonne volonté d'associations. Finalement, des gens sont morts de ne pas être nés riches.

En marge de cela, le gouvernement israélien n'a véritablement menacé le Hezbollah que lorsque celui-ci a fait savoir qu'il pouvait également toucher Tel-Aviv, c'est-à-dire la bulle suprême<sup>11</sup>. Soyons clair, il ne s'agit nullement d'opposer Tel-Aviv à Jérusalem comme on le fait souvent pour distinguer deux modes de vies différents mais seulement de dénoncer une vision du monde uniquement centrée sur les cours de la bourse.

Implicitement, le gouvernement israélien a donc admis qu'une partie de la population pouvait être sacrifiée à partir du moment où le cœur économique n'était pas touché. Cette guerre a ainsi davantage été pensée comme une opération de police que comme une véritable guerre. L'état d'urgence n'a pas été décrété de façon à ne pas paralyser le tourisme et les activités économiques. D'où *in fine*, indépendamment du résultat, le sentiment que le conflit avec le Hezbollah nécessite de repenser la stratégie militaire mais aussi et surtout de remettre en question le mode de pensée qui structure la coalition actuelle.

## notes

---

1. A. SHAVIT, « A matter of opinion », 6 juillet 2006 : « Was the disengagement a success ? It depends on whom you ask. Moshe Ya'alon says today that the pullout was a terrible error, a failure foreseen, that stemmed from Sharon's personal and political problems. Yossi Beilin also considers it a big mistake – even though he supported it ».
2. Il faut relire ici la chronique de P. MARCELLE, « Le coup des synagogues », *Libération*, 14 septembre 2005 où on a l'impression, sûrement trompeuse, que si les Palestiniens ont détruit les synagogues, c'était de la faute aux Israéliens.
3. On renverra aux différents articles de l'éditorialiste du journal *Haaretz*, – journal, rappelons-le de gauche – Y. MARCUS parus cet été. Cet auteur qui a soutenu le désengagement a également tenu des propos d'une rare violence pour soutenir l'opération menée par le gouvernement israélien au Liban et dans la bande de Gaza. Y. MARCUS, « An eye for an eye », *Haaretz*, 23 juin 2006, à propos des incidents dans la bande de Gaza ; Y. MARCUS, « Stop yakking and start doing », *Haaretz*, 7 juillet 2006.

4. Y. STERN, « Assad : Future generations will find a way to defeat IDF », *Haaretz*, 16 août 2006.
5. S. HALIMI, *Le grand bond en arrière, comment l'ordre libéral s'est imposé au monde*, Fayard, 2005.
6. Pour une conceptualisation libérale de la nécessité de la barrière de sécurité, cf R. FRANCK, A. L. HILLMANN, M ; KRAUSZ, « Public safety and the moral dilemma in the defense against terror », in *Defence and Peace Economics*, Volume 16, Number 5/October 2005, p. 347 – 364.
7. cf. T. SEGEV, *Les premiers Israéliens*, Calmann-Levy, 1998.
8. Z. ZRAHIA, G. ALON, « The Halutz Affair/A serious problem with his priorities », *Haaretz*, 16 août 2006.
9. R. SINGER-HERUTI, « Under fire : Reservists report problems with equipment, shelter », *Haaretz*, 9 août 2006.
10. M. ARLOSOROFF, « Finance Ministry : No new taxes », *Haaretz*, 6 août 2006 où il est doctement expliqué que la guerre ne doit pas servir d'excuse pour casser la crédibilité budgétaire.
11. A. HAREL, Y. STERN, « Nasrallah : Hit Beirut and we will hit TA », *Haaretz*, 4 août, 2006.

# L'EUROPE FACE À ISRAËL : le test de la guerre du Liban

## Manfred Gerstenfeld

Manfred Gerstenfeld est président du Conseil d'administration du Jerusalem Center for Public Affairs. Spécialiste en stratégie d'affaires auprès de grandes firmes mondiales, de gouvernements, d'institutions internationales. Il est le rédacteur de *Jewish Political Studies Review*, *Changing Jewish Communities et Post-Holocaust and Anti-Semitism*. Parmi une dizaine de livres publiés (en cinq langues), on note *Europe's Crumbling Myths : The Post-Holocaust Origins of Today's Anti-Semitism*, JCPA, Yad Vashem, WJC, 2003 ; et *Israel and Europe : An Expanding Abyss ?* JCPA and Konrad Adenauer Stiftung, 2005.

**L'**Union Européenne a manifesté depuis plusieurs années son ambition d'être un acteur politique « global ». Cette partie très vaste d'un continent qui compte 450 millions d'habitants veut agir comme un contrepoids aux États-Unis et jouer un rôle prépondérant sur la scène mondiale.

La guerre de l'été libanais fournissait une occasion majeure de montrer qu'elle pouvait, grâce à une démarche rapide, arrêter un conflit encore dans ses premiers balbutiements, en offrant une contribution majeure à sa solution.

L'occasion était exceptionnelle alors que les États-Unis sont essentiellement préoccupés par l'Irak et l'Afghanistan. De plus, le Liban représente pour l'Europe et en particulier la France un intérêt privilégié. De nombreuses circonstances favorisaient donc la reconnaissance à l'Europe d'un rôle prépondérant dans ce conflit.